

## Direction départementale des territoires et de la mer

Service Eau Biodiversité et Risques Unité de la Préservation de la ressource en eau

Affaire suivie par : Laurent ORHON

Tél: 02.56.63.75.02

Mél: laurent.orhon@morbihan.gouv.fr

Dossier n° 01000012475

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan

à Fondation Claude Pompidou 42 rue du Louvre 750001 Paris

Vannes, le 4 avril 2023

OBJET: aménagement du foyer d'accueil Medica sur la commune de Caudan -

Par télédéclaration du 9 janvier 2023, enregistrée sous le n° AIOT n°0100012475, vous m'avez transmis un dossier d'incidence au titre des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement pour l'aménagement d'un foyer d'accueil de la fondation Claude Pompidou sur 2,9 ha, situé sur la commune de CAUDAN.

Suite à la demande de complément sur ce projet, vous avez transmis par courrier reçu le 13 mars 2023, une note complémentaire à ce dossier.

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier. Les services en charge de la police de l'eau devront être tenus informés de sa mise en œuvre (coordonnées ci-dessus) en faisant référence au numéro de dossier.

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier de déclaration réalisé par le bureau d'études TPAE.

Je vous rappelle que conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Copie de ce courrier et du récépissé de dépôt doit faire l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Ce document et le récépissé de dépôt seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, cette autorisation cessera de produire effet dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification si l'ouvrage n'a pas été réalisé.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <a href="www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>) de votre part dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois dans les conditions définies à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date d'affichage en mairie de CAUDAN.

Pour le chef du service eau, biodiversité Risques Le chef de l'unité Préservation de la Ressource en

Eau

Thierry GRIGNOUX

Copie pour information : Commune de Caudan